

# Birmanie - Réalisme : Aung San Suu Kyi, une icône à l'épreuve du pouvoir

mercredi 11 octobre 2017, par [PHILIP Bruno](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2017).

**L'exode des Rohingya a terni l'image de l'ex-égérie des droits de l'homme, qui rechigne à condamner les exactions de l'armée aux côtés de laquelle elle gouverne depuis fin 2015.**

Sommaire

- [Charisme et détermination](#)
- [« L'armée ne l'écoute pas »](#)
- [« Partiale et raciste »](#)
- [Capable de compromissions](#)

C'est l'histoire d'un horrible malentendu : les défenseurs des droits de l'homme avaient vu en Aung San Suu Kyi une sainte, une déesse de la démocratie, l'incarnation faite femme de la lutte pour l'émancipation des peuples. C'était le temps où la « lady » incarnait la résistance à la junte militaire au pouvoir en Birmanie, l'époque où « Daw [Madame] Suu » préférait être assignée à résidence par les généraux plutôt que de trahir ses idéaux : entre 1989 et 2010, elle passa quinze années recluse, par intermittence, dans sa vieille maison de Rangoun. Le prix Nobel de la paix était venu, dès 1991, récompenser le courage et la détermination de l'« icône ».

Mais depuis qu'elle est devenue, fin 2015, la dirigeante de facto de la Birmanie et qu'elle a décidé de composer avec une institution militaire restée toute-puissante, ceux qui la vénéraient hier, en Occident, sont en train de brûler ce qu'ils ont adoré : ils ont découvert, avec horreur, que la « dame de Rangoun » était un homme politique comme les autres.

## Charisme et détermination

Ils viennent de réaliser, avec une sidération à la mesure de leur idolâtrie d'autrefois, que M<sup>me</sup> Suu Kyi, 72 ans, personnage dont le charisme et la détermination tenaient naguère d'Antigone et de Jeanne d'Arc, sait aussi conduire ses activités de chef de gouvernement selon le vieil adage qui veut que la fin justifie parfois les moyens.

A Rangoun, beaucoup sont ceux qui s'offusquent des critiques occidentales : « Non, elle n'a pas changé, absolument pas ! », grommelle « Ko Jimmy », ancien prisonnier politique et porte-parole de Génération 88, une association regroupant d'ex-rebelles étudiants de 1988, tragique année qui vit les soldats birmans massacrer les manifestants du mouvement prodémocratique. « Elle fait tout ce qu'elle peut, ajoute-t-il, elle reste le symbole de la défense des droits de l'homme et de la démocratie. »

Le désarroi des admirateurs de longue date de la « dame » s'est accru à la lumière des récents événements : Aung San Suu Kyi, qui cumule les postes de ministre des affaires étrangères et de « conseillère d'Etat », faisant d'elle une première ministre virtuelle du gouvernement, a semblé faire

preuve d'un quasi total manque d'empathie face à l'exode de centaines de milliers de musulmans rohingya, forcés de s'enfuir de Birmanie devant les excès d'une soldatesque dont la réputation de brutalité n'est, de longue date, plus à démontrer. Au Bangladesh, où près de 500 000 d'entre eux sont arrivés depuis le 25 août, les témoignages de réfugiés racontant les exécutions sommaires de civils, les viols des femmes et les incendies des villages sont légion.

Lors d'un discours prononcé le 19 septembre dans la capitale birmane de Naypyidaw, où elle réside désormais, Aung San Suu Kyi a été jusqu'à mettre en doute ces témoignages : tout en s'inquiétant de l'exode des musulmans, elle s'est demandé ce qui avait bien pu les forcer au départ, estimant que les preuves de violations des droits de l'homme manquaient de consistance. Comme l'essentiel de ses concitoyens, elle a préféré mettre l'accent sur le fait que les opérations militaires ont été la réponse à une attaque perpétrée contre des postes de police par des « terroristes » musulmans, un assaut qui avait fait une dizaine de morts parmi les policiers et les militaires.

« Ce que les Occidentaux ne veulent pas comprendre, c'est qu'en Birmanie nous avons deux gouvernements : l'un est celui d'Aung San Suu Kyi, l'autre est celui de l'armée », renchérit Sit Thu Aung Mynt, journaliste très connu qui fut combattant dans les rangs de la guérilla du défunt Parti communiste birman, dans les années 1980. « Elle ne peut pas se permettre de se mettre l'armée à dos et doit composer avec elle en maniant la critique de manière subtile. » Le journaliste en veut pour preuve que, durant son discours du 19 septembre, elle a promis que toute personne, « quelle que soit sa religion ou ses fonctions », sera punie si elle est reconnue coupable de violations des droits de l'homme : « Elle est allée aussi loin que possible en la matière », veut-il croire.

### **« L'armée ne l'écoute pas »**

La « lady » d'aujourd'hui, toujours pimpante, port de tête toujours aussi royal, une fleur délicatement piquetée dans les cheveux, serait-elle pourtant un hologramme de l'ex-dissidente ? Ou est-il injuste de l'accuser de tous les maux dans la mesure où elle a dû, au lendemain des élections, se résigner à prendre la tête d'un gouvernement au pouvoir tronqué ? La Constitution de 2008 permet en effet à l'armée de détenir le droit de veto dans les deux chambres du Parlement et de s'attribuer automatiquement les ministères-clés - défense, intérieur et frontières.

Dans un tel contexte, aurait-elle dû refuser de se retrouver en pareille situation, au nom de la fidélité à ses idéaux ? Ou est-elle devenue cynique au point de renoncer à toutes ses valeurs morales pour réussir la transition démocratique dont elle est le symbole ? D'autant que l'opinion publique, à majorité bouddhiste, tient souvent en piètre estime les musulmans. M<sup>me</sup> Suu Kyi, dont on ne sait au juste ce qu'elle pense de l'islam, a intérêt, politiquement, à ne pas se montrer trop solidaire des Rohingya : pour nombre de « Bamar » - l'ethnie majoritaire en Birmanie -, ils ne sont que des étrangers, dont les guérilleros massacrent, de surcroît, « nos policiers et nos soldats », comme le dénonce Soe Shwe, employé dans un grand hôtel de Rangoun.

Les Occidentaux se sont peut-être bercés d'illusions : pourtant, « ASSK » avait récemment annoncé la couleur au sujet de sa conception des rapports entre morale et politique : « Je suis un politicien. Je ne suis pas Margaret Thatcher, mais je ne suis pas non plus Mère Teresa », avait-elle dit, en mars, à la BBC.

Pourtant, au vu de l'étroitesse de la marge de manœuvre de la dirigeante birmane, nombreux sont ici prêts à l'absoudre des accusations de « collaboratrice » cynique des héritiers d'une junte dont elle fut autrefois le bouc émissaire : « Elle n'a strictement aucun pouvoir, constate un observateur étranger. M<sup>me</sup> Suu Kyi est condamnée à regarder passer les trains. »

Même l'une des figures de la communauté musulmane de Rangoun semble gênée aux entournures quand on lui demande ce qu'il pense des calculs politiques de la « conseillère d'Etat » : « Rendez-vous compte, quand elle prend parti publiquement contre les extrémistes bouddhistes et autres moines radicaux [qui ont été les alliés du gouvernement précédent, issu de la junte], l'armée ne l'écoute pas », se désole Tin Maung Than, secrétaire général du Conseil islamique des affaires religieuses.

Cet homme d'affaires de Rangoun, qui participa au mouvement prodémocratique d'antan, reste un supporteur résolu de M<sup>me</sup> Suu Kyi : « Je ne vais pas vous dire que je suis satisfait du gouvernement au vu des circonstances, concède-t-il. Mais je reste plein d'admiration à son égard. Je sais que, quoiqu'elle dise, les militaires ne lui obéiront pas. »

### **« Partiale et raciste »**

Une minorité d'intellectuels et d'adversaires des militaires expriment cependant, mais en privé, leur écœurement devant la posture de leur ancienne idole : « Daw Suu a choisi la politique contre la morale », accuse Thet Swe Win, un jeune activiste.

La déception est évidemment encore plus forte chez Kyaw Main, un Rohingya qui a fondé, à Rangoun, le Parti des droits de l'homme et de la démocratie (DHRP) : « J'étais autrefois plein d'admiration et de respect pour elle. Depuis qu'elle est au pouvoir, j'ai découvert quelqu'un de partial, d'insensible aux droits de l'homme et, parfois, de raciste. »

Jusqu'à quel point le pouvoir a changé l'ex-égérie de la cause birmane, l'ancienne étudiante d'Oxford qui a tout sacrifié, sa vie personnelle et sa famille, au nom des principes véhiculés par un père qu'elle a à peine connu ? Ce dernier, le général Aung San, fut aussi le père de l'indépendance, assassiné par l'un de ses rivaux en juillet 1947, quelques mois avant le retrait du colonisateur britannique.

La filiation est cruciale pour comprendre Aung San Suu Kyi. Le père fut le fondateur de l'armée et sa fille n'a jamais critiqué celle-ci en tant que telle, réservant ses foudres aux généraux qui en avaient dévoyé la fonction. De ce père mort quand elle avait 2 ans, elle a dit un jour : « Il fut mon premier amour et mon plus grand amour. »

### **Capable de compromissions**

« Elle avait un sens de l'humour extraordinaire », confie Leon De Riedmatten, ancien de la Croix-Rouge internationale et qui, en tant qu'ex-représentant informel de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Birmanie, fut le seul à la visiter régulièrement durant l'une des périodes où elle était assignée à résidence. « En 2002, raconte-t-il, j'ai dû la convaincre d'accepter la proposition de libération offerte par la junte. Têtue, elle ne voulait pas en entendre parler si son élargissement [qui ne dura qu'un an] n'était pas lié à l'établissement d'un dialogue politique. » Après réflexion, elle finit tout de même par accepter tout en conditionnant son accord à une promesse qui ne pouvait qu'aller droit au cœur d'un Suisse : « Si je dis oui, lui déclara-t-elle en riant, tu me fais une raclette ! »

En vérité, Aung San Suu Kyi se sent investie d'une mission des plus cruciales. Lors d'un discours prononcé à Tokyo, en 2013, elle avait expliqué les motivations de son combat : « Je trouve ça gênant quand j'entends dire que j'aurais fait des "sacrifices". Je ne pense pas en avoir fait. J'ai choisi la voie que je voulais suivre et je l'ai suivie en toute conscience. » Aung San Suu Kyi, au fond, n'a qu'un

but : gagner le combat de sa vie, la transition vers une Birmanie démocratique. Elle est pour cela capable de compromis, voire de compromissions. Sa réputation à l'étranger est peut-être le cadet de ses soucis. Ses années à pratiquer la méditation bouddhiste vipassana lui ont appris à se mettre à distance de la réalité. Quant à son image, elle l'a dit et répété : « Je ne suis pas une icône. »

**Bruno Philip** (Rangoun, envoyé spécial)

---

**P.-S.**

\* LE MONDE | 30.09.2017 à 06h39 • Mis à jour le 30.09.2017 à 06h47 :

[http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/09/30/birmanie-aung-san-suu-kyi-une-icone-a-l-epr-euve-du-pouvoir\\_5193939\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/09/30/birmanie-aung-san-suu-kyi-une-icone-a-l-epr-euve-du-pouvoir_5193939_3216.html)